



## Venezuela : Pour la 14e fois en 10 ans

Par [André Maltais](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 20 mars 2009

[L'aut'journal.info](#) 20 mars 2009

✘ Le 15 février dernier, le président du Venezuela Hugo Chavez demandait à la population de son pays le droit d'amender la constitution afin de permettre que tout élu, y compris le président, puisse se présenter indéfiniment à une élection. 54 % des votants lui ont répondu « oui ».

Bien sûr, l'opposition de droite a aussitôt dénoncé « la dérive antidémocratique, la présidence à vie et la tyrannie », prenant bien soin de taire que la population appuie le projet bolivarien du gouvernement comme l'ont montré, depuis dix ans, les résultats d'une quinzaine de consultations populaires initiées par le supposé dictateur.

Mais ce qui étonne le journaliste argentin, German Gonaldi, c'est que plusieurs éléments de la gauche « progressiste » ont employé les mêmes arguments que leurs supposés adversaires de droite contre l'amendement présidentiel.

Cette gauche latino-américaine et mondiale, écrit-il, a peur des réélections indéfinies parce que, au fond, elle méprise la population.

*« Les intellectuels croient que si quelqu'un demeure longtemps au pouvoir, celui-ci le corrompra, le manipulera, le fera se sentir extraordinaire et tout-puissant. Se prenant pour Dieu, il gouvernera selon ses caprices, des masses qui lui obéiront comme des moutons jusqu'à le suivre dans l'abîme ».*

*« Pour ces "progressistes" qui s'érigent en gardiens des libertés, poursuit Gonaldi, cette loi est universelle et ne souffre aucune exception. »*

Ainsi, au Venezuela, ils n'envisagent pas une seconde que le régime Chavez puisse être un pouvoir populaire et que, peut-être, la population désire perpétuer les changements opérés par le président et approuvés par elle, référendum après référendum.

En réalité, dit encore Gonaldi, *« compte tenu que les classes populaires pauvres étaient autrefois exclues de tout, la possibilité que Chavez soit réélu indéfiniment constitue une arme dans les mains d'une population très politisée ».*

*« Le degré de conscience et de pouvoir qu'ont acquis les classes populaires vénézuéliennes est inégalable; ce sont elles qui poseront les limites à de possibles abus ou signes d'autoritarisme de Chavez. »*

Pour Thierry Deronne, de la chaîne de télévision nationale vénézuélienne VIVE, les adversaires de la possible réélection indéfinie d'Hugo Chavez craignent que « la politique

puisse encore passer par des projets à long terme portés par de grands hommes d'État ».

« Pour eux, dit-il, la démocratie consiste à renouveler rapidement les présidents comme les produits frais au marché ».

Surtout que, des changements de pouvoir rapides rendent quasi impossibles des transformations en profondeur comme celle de sortir du modèle capitaliste. Cela oblige le gouvernement de gauche à précipiter d'importantes décisions dont les défauts sont ensuite d'autant plus exploitables par les oppositions de droite antidémocratiques.

Bien sûr, le Venezuela de Chavez n'est pas le paradis, mais, conclut Gonaldi, les Vénézuéliens ont amplement démontré qu'ils appuient un processus de changement qui améliore leurs conditions de vie.

Cette amélioration est, du moins, montrée sans équivoque dans un récent rapport (1) de l'organisme états-unien, Center for Economic and Policy Research.

Ses auteurs, Mark Weisbrot, Rebecca Ray et Luis Sandoval, nous disent que, depuis la prise de contrôle de la pétrolière nationale PDVSA par le gouvernement Chavez, en 2003, le PIB du Venezuela a presque doublé alors que le taux de pauvreté des ménages est passé de 54% à 26%.

Au cours de la décennie Chavez, les dépenses sociales par habitant, compte tenu de l'inflation, ont plus que triplé. De plus, le chômage a baissé de moitié et, malgré cela, le nombre de bénéficiaires d'assurance-chômage et d'aide sociale a plus que doublé!

Le nombre de praticiens de premiers soins dans le secteur public a été multiplié par douze et la mortalité infantile a reculé du tiers. Les collèges et universités ont vu doubler leurs taux d'inscriptions entre les années 1999/2000 et 2007/2008!

Malgré ces dépenses sociales, la dette totale de l'État a été réduite de 30,7 % du PIB à 14,3 %.

Voilà qui risque de prolonger encore longtemps les jours de l'administration Chavez et c'est précisément ce qui fait enrager ses opposants des classes privilégiées. Surtout, prévoient Weisbrot, Ray et Sandoval, que, malgré la brusque chute des prix du pétrole (70 % depuis juillet dernier), le pays devrait s'en sortir grâce à des réserves monétaires de 82 \$ milliards de dollars.

Ces impressionnants résultats ont été atteints dans un contexte où l'opposition n'a jamais cessé de se déchaîner contre le gouvernement et de chercher à le déstabiliser, voire le renverser.

Et, une fois de plus, dans les semaines précédant le référendum du 15 février et devant les sondages favorables à Hugo Chavez, l'opposition a eu recours à ses tactiques préférées.

Le 9 janvier, nous dit Ernesto Tamara, du portail Barometro International, des représentants de l'opposition vénézuélienne et des fonctionnaires du Département d'État états-unien se sont rencontrés à Porto-Rico pour mettre au point un plan à caractère militaire contre le président Chavez.

La rencontre réunissait, côté États-Unien, le responsable du Commandement Sud-Colombia

du Département d'État, Klein Silbes; le coordonnateur des opérations spéciales de la Direction nationale de l'intelligence états-unienne, Alfred Taylor, de même que deux de ses conseillers en communications stratégiques, Peter Kleber et Pablo Genoves; en plus de John Patrick Caufield, chargé d'affaires à l'ambassade états-unienne de Caracas.

Côté vénézuélien, on retrouvait les dirigeants de partis politiques d'opposition, Julio Borges (*Justice d'abord*), Luis Ignacio Planas (COPEI) et Omar Barboza (*Un nuevo tiempo*) ainsi que le directeur de la station de télévision *Globovision*, Federico Alberto Revell.

Baptisée « Échec au roi », l'opération devait être menée par des forces de police provinciales et quelques unités militaires, au milieu d'un chaos provoqué par une pénurie alimentaire coordonnée avec l'entreprise agroalimentaire Polar et la Chambre vénézuélienne de l'industrie alimentaire (CAVIDEA).

Le désordre devait être alimenté par un « mouvement étudiant » des universités privées fabriqué de toutes pièces par les *think tanks* de la droite et dont les moindres actions sont amplement couvertes et diffusées dans le monde entier par les grands médias privés.

Mais, le 5 février, poursuit Tamara, le gouvernement arrêta deux capitaines de la Garde nationale qui, par courrier électronique, correspondaient avec des opposants vénézuéliens et des autorités états-uniennes, essayant notamment de leur fournir l'agenda et les déplacements du président.

Quant au boycottage alimentaire, en entrevue avec le quotidien local, VEA, le président de l'*Institut pour la défense de l'accès aux biens et services*, Eduardo Saman, explique que, dès les premiers jours de la proposition d'amendement constitutionnel, le riz, le café, le sucre et le papier hygiénique ont tout à coup commencé à se faire rares.

En plus de ralentir sa production, la compagnie Polar, première productrice de riz vénézuélienne, a stocké durant une semaine du riz dans les ports de La Guaira et Puerto Cabello tandis que des groupes d'opposants attaquaient et pillaient des camions de distribution de vivres dans les quartiers pauvres de Caracas.

Mais la population n'a pas cédé à l'intimidation et elle a gagné son référendum. Le 7 mars, Hugo Chavez expropriait deux usines de production de riz, filiales du géant états-unien Cargill, et faisait adopter une loi obligeant désormais les entreprises comme Polar à respecter les normes de production et d'approvisionnement du marché interne.

(1) *The Chavez administration at 10 years : the economy and social indicators* - février 2009 - [www.cepr.net](http://www.cepr.net)

La source originale de cet article est [L'aut'journal.info](http://L'aut'journal.info)

Copyright © [André Maltais](http://André Maltais), [L'aut'journal.info](http://L'aut'journal.info), 2009

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)